

## FORUM DE PARIS

### UNE UNION POUR LA MEDITERRANEE, POURQUOI FAIRE ET COMMENT ?

*Paris – UNESCO, 28, 29 et 30 mars 2008*

**Vendredi 28 mars 2008**

**18h00**

Séance officielle d'ouverture  
Animateur, Jean-Marc Sylvestre TF1

**Allocutions :**      **Albert Mallet**, Président du Forum de Paris  
                             **Nonce Paolini**, Directeur Général TF1 LCI

Conférence inaugurale « LA MEDITERRANEE OU L'ULTIME UTOPIE »  
**Jacques Attali**

Intervention de Monsieur **Nicolas Sarkozy**, Président de la République française (sous réserve)

**Samedi 29 mars 2008**

La première journée sera consacrée à un état des lieux des relations entre les riverains de « notre mer », une sorte de bilan orienté vers l'avenir.

Les sessions de la matinée traiteront de problèmes spécifiques, économiques et politiques ; les sessions de l'après-midi aborderont des questions plus générales, et permettront un large débat avec la salle – une innovation par rapport aux colloques précédents, dictée par la demande récurrente du public nombreux qui assiste à nos rencontres.

**9h00**

**Intervention Hubert Védrine**  
ancien Ministre des Affaires étrangères  
« LES ENJEUX DU FORUM 2008 »

**9h15**

**Allocution de Jean-Pierre Chevènement,**  
ancien Ministre  
Président de la Fondation RES PUBLICA  
« UN CONCEPT GLOBAL DE LA SECURITE POUR LA MEDITERRANEE »

**Samedi 29 mars 2008**

**9h30- 11h00**

**Aménager la ville, un défi commun**  
en partenariat avec **la Caisse des dépôts et consignations France**  
**et la Caisse de Dépôt et de Gestion Maroc**  
animateur Michel Gonnet, Président du Directoire de la Financière Océor

Mégapoles tentaculaires et anarchiques d'un côté, banlieues « sensibles » et ghettos urbains de l'autre, problèmes de logement, de circulation, de pollution partout, l'aménagement de la ville est un enjeu politique et économique majeur sur les deux rives de la Méditerranée.

On réfléchira ici sur les modèles de coopération possible pour l'aménagement du territoire en général et de la ville en particulier, notamment sur les modalités de l'association des pouvoirs publics et des principaux acteurs de la société civile : entrepreneurs, centres de recherche, urbanistes, architectes.

Introductions :

**Augustin de Romanet**, Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations France

**Mustapha Bakkoury** , Directeur Général de la Caisse de Dépôt et Gestion du Maroc

Intervenants :

**Antoine Grumbach**, Architecte urbaniste

**Anne Hidalgo**, 1ère adjointe au Maire de Paris, chargée de l'urbanisme et de l'architecture

**Nicolas Michelin**, Architecte urbaniste

**Tarik Oualalou** , Architecte (Maroc)

**Samedi 29 mars 2008**

**9h30-11h**

**La sécurité en Méditerranée : un concept global**

Animateur, **Jean-François Coustillère, contre-amiral (2S),**  
président du Conseil d'Orientation d' « Horizons Méditerranée »

En Méditerranée plus qu'ailleurs, il est sans doute difficile de se mettre d'accord sur une définition unique du terrorisme. Bien sûr, les professionnels de la lutte antiterroriste des deux côtés de la Méditerranée ne s'embarrassent pas de définitions théoriques : eux savent reconnaître la bête dès qu'elle pointe le bout du museau. Il serait intéressant de passer en revue l'état de la coopération entre polices, services et appareils judiciaires, et réfléchir aux moyens de la renforcer.

Mais ce combat-là relève-t-il uniquement des outils classiques de la police, du renseignement et de la justice ?

Il faut aussi élargir le concept de sécurité pour englober la sécurité des personnes mais aussi des échanges culturels, économiques.

Intervenants :

**Hassan Abouyoub**, Ambassadeur itinérant du Royaume du Maroc

**Louis Caprioli**, Conseiller spécial (GEOS)

**Bruno Faugeron**, Capitaine de Vaisseau Préfecture maritime de la Méditerranée

**Gérard Villemin**, Directeur de la sécurité et de la sûreté maritime Thales

**Samedi 29 mars 2008**

**9h30 -11h00**

**Qui a besoin d'une Union pour la Méditerranée ?**  
animateur, Vincent Hervouët LCI

À première vue, les riverains, ceux du Sud, mais aussi ceux du Nord. À en juger par les réactions des uns et des autres, c'est plus compliqué que cela. Certains craignent une initiative purement française, d'autres se demandent si le terme même d'union n'est pas trop ambitieux eu égard aux disparités entre le Sud et le Nord et la quasi absence de relations économiques entre États du sud, d'autres enfin s'estiment exclus d'un projet qui semble réservé aux seuls Méditerranéens.

Faut-il donc continuer sur la lancée du processus de Barcelone, ou imaginer une Union de la Méditerranée où seuls les Méditerranéens seraient partie prenante ? Et de quelle manière ? Faut-il importer en Méditerranée la méthode européenne dite des « coopérations renforcées » ? Et, dans ce cas, quel statut imaginer pour ceux qui n'auraient pas vocation à participer au « premier cercle » ?

Introduction :

**Henri Guaino**, Conseiller Spécial du Président de la République

Intervenants :

**Jean-Louis Guigou**, Secrétaire général de l'IPEMed

**Nassif Hitti**, Ambassadeur de la Ligue Arabe en France

**Nasser Kamel**, Ambassadeur de la République arabe d'Egypte en France

**Hubert Védrine**, ancien Ministre des Affaires étrangères

**Samedi 29 mars 2008**

**11h30 – 13h00**

**Pour une vision partagée de la circulation des hommes en Méditerranée**

*en partenariat avec la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne*

animateur, Eric Revel LCI

Comme on sait, la question des flux migratoires en Méditerranée est l'une des plus difficiles, des plus tragiques aussi, que les États riverains ont à traiter. Les mesures de police n'y suffiront pas. C'est une politique globale qu'il s'agit de mettre en œuvre, où l'éducation des jeunes générations et le développement créateur d'emplois dans les pays d'émigration, ainsi que les besoins en main d'œuvre des pays d'immigration, doivent être pris en compte.

Or, il semble évident que les solutions ne sont pas nationales, ni même européennes. Elles passent par une coopération à l'échelle de la Méditerranée.

Président de séance

**Charles Milhaud**, Président de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne

Intervention :

**Brice Hortefeux**, Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Codéveloppement

Intervenants :

**Missoum Sbih**, Ambassadeur d'Algérie en France

**Fathallah Sijilmassi**, Ambassadeur du Royaume du Maroc en France

**Benjamin Stora**, Professeur d'histoire du Maghreb à l'INALCO

**Xavier Thierry**, Démographe à l'INED

**Patrick Weil**, Directeur de Recherche au CNRS

**Samedi 29 mars 2008**

**14h00**

**Intervention Alain Lamassoure**

Député européen

« L'EUROPE ET LES CITOYENS »

**14h30 – 16h00**

**La Méditerranée, un enjeu stratégique**

animatrice, Sophie Gherardi , Le Monde

La Méditerranée est, depuis la haute Antiquité, le carrefour de tous les dangers et de toutes les convoitises. Si la fin de la guerre froide a semblé pour un bref moment assurer la domination sans entraves des États-Unis, l'affaiblissement de la puissance américaine consécutive à l'affaire irakienne, la résurrection, à relents de guerre froide, de la puissance russe, l'émergence d'un « arc chiite » sous domination iranienne, le terrorisme international et régional, la persistance de foyers de tension en Méditerranée orientale, dans le Caucase et dans les Balkans, tout cela fait de la Méditerranée une région de haute intensité stratégique. L'Union pour la Méditerranée pourrait-elle être l'amorce d'un système de sécurité régional ?

Intervenants :

**Michel Barnier**, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, ancien Commissaire européen

**François Heisbourg**, Président International Institute for Strategic Studies

**Gilles Kepel**, Politologue

**Olivier Pastré**, Economiste, Président de IM Bank

**Alvaro Vasconcelos**, Président de l'Institut d'études de sécurité de l'UE

**Samedi 29 mars 2008**

**16h30 – 18h00**

**L'Etat de droit en Méditerranée**  
Animateur Nicolas Domenach, Marianne

C'est la question épineuse de la démocratie en Méditerranée qui est posée ici. Le choix des mots est important : si nous préférons « État de droit » à « démocratie », c'est parce que le premier est plus aisé à définir, alors que le second a des relents de ce « Nouveau Moyen-Orient » cher au Président Bush et risque de servir de repoussoir.

Mais ce n'est pas uniquement une affaire de mots. Une question essentielle est de savoir s'il faut attendre que tout le monde se soit mis « au niveau démocratique » requis par les critères de Copenhague pour faire de la politique ensemble, ou, au contraire, si faire de la politique ensemble n'est pas la condition requise pour assurer partout à terme l'État de droit. Une autre est de définir un minimum acceptable par tous.

Intervenants :

**Mohamed Arkoun**, Professeur émérite à la Sorbonne, Philosophe

**Ayse Gülsün Bilgehan**, Présidente de la Commission sur l'égalité des chances pour les hommes et les femmes au Parlement européen. Représentante de la Turquie au Parlement européen

**Mohamed Hachemaoui**, Politologue, enseignant à Sciences Po Menton, 1er Cycle Moyen-Orient Méditerranée

**Samir Hamouda**, Avocat à la Cour suprême d'Alger

**Abdelwahab Meddeb**, Ecrivain

**Dimanche 30 mars 2008**

## **L'UNION POUR LA MEDITERRANEE, CONTOURS, CONTENUS, OUTILS**

En prolongement de la première, cette seconde journée cherchera plus particulièrement à cerner au plus près la nouvelle entité. C'est une tâche difficile, mais il convient de se rappeler que l'Union européenne elle-même, vieille d'un bon demi-siècle déjà et fédérant des nations censément proches par leur culture et leur histoire, n'a pas encore défini sa finalité institutionnelle, ni ses frontières, ni même le contenu de son projet.

**9h30 – 11h00**

### **L'Union par l'éducation, la culture, la coopération scientifique**

Animateur Serge Marti, Fondation Le Monde

Si l'énoncé se suffit à lui-même, il n'en est pas de même de ses modalités. De ces trois notions, la coopération scientifique, obéissant en principe à des critères universels, est en principe la plus facile. Encore faut-il mettre en place les conditions d'une véritable coopération scientifique, notamment des institutions d'enseignement supérieur compétitifs, des bourses et un minimum de liberté de circulation. Mais les deux autres sont autrement compliquées. Rien de plus disparate entre les deux rives de la Méditerranée que la culture, et l'éducation qui en est tributaire. Comment imaginer dès lors une Union de la Méditerranée qui respecte cette diversité, tout en trouvant des terrains d'entente communs ?

#### Intervenants :

**Hans d'Orville**, Directeur du Bureau de la Planification Stratégique Unesco

**María Jesús San Segundo**, Ambassadeur d'Espagne auprès de l'Unesco

**Mokhtar Taleb-Bendiab**, Directeur général de l'IMA

**Giovanna Tanzarella**, Déléguée générale de la Fondation René Seydoux

**Isabelle Wekstein**, Fondation Evens

**Dimanche 30 mars 2008**

**9h30 – 11h00**

**Vers une Méditerranée de l'énergie et de l'environnement**

Animateur Europe1

Ce n'est pas un hasard si ces deux thèmes sont ainsi liés. Une des idées fortes du colloque que le Forum de Paris a consacré l'an dernier à l'Europe a été de reprendre le plan de la CECA, dont on sait le succès historique, au bénéfice de ces deux domaines essentiels pour l'avenir de l'humanité en général et de l'espace méditerranéen en particulier.

Or, ici aussi, les disparités entre les deux rives sont criantes, et, concernant les sources d'énergie, pas toujours en faveur de l'Europe. Peut-on imaginer, en Méditerranée, des politiques concrètes pour une meilleure utilisation des ressources énergétiques et un développement durable, autrement dit soucieux de l'environnement ?

Intervenants :

**Gérard Begni**, Expert senior environnement et développement durable à la Direction de la stratégie et des programmes du CNES

**Franck Debié**, Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

**Mustapha Faïd**, Directeur Général de l'Observatoire Méditerranéen de l'énergie (OME)

**Philippe Lorec**, Ministère de l'écologie, de l'aménagement et du développement durables

**Nicolas Sarkis**, Directeur de la revue « Le Pétrole et le gaz arabes »

**Dimanche 30 mars 2008**

**9h30 – 11h00**

**Quelles institutions pour quelle Union ?**

Animateur, Bernard Volker, TF1

En principe, une entité politique, a fortiori une « Union », a besoin pour fonctionner, mais aussi pour donner corps à la volonté commune de ses membres et exprimer son esprit propre, d'organes institutionnels spécifiques. Cependant, certains argueront que de tels organes existent déjà, et qu'en créer de nouveaux alourdirait inutilement une machine bureaucratique qui finirait par tourner largement à ses propres fins.

Évidemment, la question des institutions et de leur nature dépend du type d'Union que l'on entend créer et du degré d'intégration de ses membres que l'on juge possible et souhaitable.

Introduction :

**Alain Le Roy**, Ambassadeur chargé du projet d'Union pour la Méditerranée

Intervenants :

**Bichara Khader**, Professeur et Directeur du centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain  
Université Catholique de Louvain Belgique.

**Pierre Moscovici**, ancien Ministre, Député du Doubs

**Pierre Schapira**, chargé des relations internationales, des affaires européennes et de la francophonie (Mairie de Paris),  
Député au Parlement Européen.

**Slimane Zeghidour**, Journaliste Editorialiste TV5

**Dimanche 30 mars 2008**

**11h00** Intervention de **Nadia Salah**, Rédacteur en chef du journal l'Economiste

**11h15** Intervention de **Jean-Paul Fitoussi**, Président de l'OFCE

**11h30 – 13h00** **De quoi serait fait un espace économique méditerranéen ?**  
en partenariat avec **La Banque Européenne d'Investissement (BEI)**  
animateur, Jean-Marc Sylvestre TF1

Bien que les niveaux de développement entre les rives nord et sud de la Méditerranée soient encore trop divergents, un espace économique méditerranéen ne relève pas de l'utopie: les acquis du « Processus de Barcelone », le dialogue permanent tant institutionnel qu'entre les sociétés civiles et, surtout, la proximité culturelle et géographique constituent une base solide pour aller plus avant. À condition de le vouloir et de renforcer les coopérations entre les acteurs économiques, on peut parvenir à une meilleure dynamique entre l'Europe et ses partenaires méditerranéens.

Introduction :

**Philippe de Fontaine Vive**, Vice-Président de la BEI

Intervenants :

**Joaquín Almunia**, Commissaire Européen chargé des Affaires économiques et monétaires.

**Jean-Louis Chaussade**, Membre du Comité Exécutif, Groupe Suez, Directeur Général en charge de l'environnement

**Mustapha Faïd**, Directeur Général de l'Observatoire Méditerranéen de l'énergie (OME)

**Radhi Meddeb**, Président Directeur Général, Comète Engineering (Tunisie)

**Charles Milhaud**, Président du Directoire du Groupe Caisse d'Épargne

**Fathallah Oualalou**, Ancien Ministre des Finances et de la Privatisation du Maroc

**Issad Rebrab**, Président du Groupe Cévital (Algérie)

**Dimanche 30 mars 2008**

**14h30 – 16h00**      **L'Europe et l'Union pour la Méditerranée : ambition réaliste ou utopie ?**  
animateur, Maurice Szafran Marianne

Politiquement, c'est sans doute le sujet le plus chargé. On sait que l'idée n'enthousiasme pas tous les responsables politiques, en Europe comme dans le Maghreb et dans le Machrek.

Deux directions de débat possibles : quels liens organiques imaginer entre une entité qui existe bel et bien et un ensemble d'États souverains, dont toutes les tentatives de s'unir jusqu'ici ont échoué ? Et comment répondre aux craintes de ceux qui voient dans l'Union de la Méditerranée soit un doublon inutile de l'Euroméd, soit, pis, une initiative qui risque de diviser l'Europe ? Dans quelle mesure le compromis de Hanovre répond-il à ces questions ?

Intervenants :

**Hassan Abouyoub**, Ambassadeur itinérant du Maroc

**Hélé Beji**, Philosophe (Tunisie)

**Elisabeth Guigou**, ancienne Ministre des Affaires européennes

**Michel Vauzelle**, Président de la région PACA

**Dimanche 30 mars 2008**

**16h00**

**Intervention de Bouthayna Iraqui Houssaini**  
Présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprises au Maroc (AFEM)

**16h30 – 18h00**

**Séance de clôture**  
animateur, Thami Ghorfi Président de Radio Aswat (Maroc)

1. Discours de **Bernard Kouchner**, Ministre des Affaires étrangères
2. Discours d'**Emma Bonino**, Ministre des Affaires européennes et du Commerce international (Italie)
3. Intervention d'**André Azoulay**, Conseiller du Roi du Maroc, Président de la Fondation Anna Lindh
4. Intervention d'**Eric Fottorino**, Président du directoire, directeur de la publication du Monde
5. Synthèse des travaux par **Elie Barnavi**, Conseiller scientifique du Musée de l'Europe
6. Discours de clôture de **Bertrand Delanoë**, Maire de Paris